



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Der Bundesrat
Das Portal der Schweizer Regierung

UNO Sicherheitsrat: Debatte über die Wahrung von Frieden und Sicherheit in der Ukraine - Deklaration (fr)

New York, 24.02.2023 - UNO Sicherheitsrat: Deklaration von Bundesrat Ignazio Cassis - Es gilt das gesprochene Wort

Merci Monsieur le Président.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, Mesdames et Messieurs les membres de l'ONU, Chers invités,

Je remercie le Secrétaire général António Guterres pour son engagement en faveur de la paix. Je tiens à vous assurer du soutien de la Suisse pour les actions de ce Conseil.

Lors de ma première visite en Ukraine, en octobre 2021, j'ai discuté avec les autorités politiques de réformes et de construction. Nous parlions alors d'un avenir stable et prospère pour ce pays.

Le contraste avec ma deuxième visite l'automne dernier à Kiev, sous les bombes, est glaçant. Et désolant.

L'agression russe contre l'Ukraine est un énorme choc pour la Suisse, dépositaire et partie aux Conventions de Genève. Mon pays est attaché aux principes de paix et de souveraineté, portés par la Charte des Nations unies.

Depuis 12 mois, cette Charte est violée et les conventions de Genève – qui fixent des limites à la barbarie de la guerre – sont bafouées.

Mais la Suisse croit en la force du droit.

J'appelle donc au respect intégral des règles essentielles du droit international humanitaire :

La population civile, les blessés, les prisonniers et les infrastructures vitales doivent être protégées par toutes les parties au conflit et par tous les combattants.

Il est plus que nécessaire de rappeler ces engagements auxquels nous tous, ici dans cette salle, ici présents, avons souscrit.

Nous devons tout faire pour assurer leur respect sur le territoire ukrainien à feu et à sang.

Et que pouvons-nous faire concrètement ?

Nous pourrions par exemple nous réunir dans l'esprit de ces Conventions de Genève. Nous réunir pour discuter ensemble des moyens nécessaires à assurer qu'au cœur de ce conflit déchirant, on n'oublie pas ce qui nous définit en tant qu'Homme : le principe d'humanité.

La Suisse est prête à tout moment à réunir tout le monde autour d'une table. Afin de travailler pour un meilleur respect du droit international humanitaire et, finalement, pour la paix.

Nous commémorerons l'année prochaine les 75 ans des Conventions de Genève. N'attendons pas une année, nous devons agir maintenant.

Monsieur le Président, Chers collègues,

Après un an de guerre, nous devons mettre nos forces, nos idées et nos moyens en commun pour rétablir la sécurité en Europe et assurer le retour à une paix complète, juste et durable en Ukraine.

La Suisse salue dès lors la résolution adoptée hier par l'Assemblée générale. Il s'agit d'un signal clair exprimé par les Etats membres partisans - dans leur vaste majorité - pour la solidarité, le dialogue et la paix.

Pour que la paix en Ukraine soit possible, je réitère aujourd'hui notre appel à la Russie : il est grand temps de cesser toutes les hostilités et de retirer sans délai la totalité de ses troupes du territoire ukrainien.

Les agressions, les menaces et la désinformation nuisent au fondement de l'ordre international. Pour nous en prévenir, nous avons besoin d'un multilatéralisme fort et

efficace. Nous avons besoin de restaurer notre confiance en nous, notre confiance mutuelle. Et de nous assurer que justice soit faite, pour que la Paix puisse être construite sur des fondations solides.

En tant qu'Etat neutre permanent, la Suisse respecte pleinement ses obligations découlant du droit de la neutralité. Elle ne privilégie aucun des belligérants sur le plan militaire.

Mais neutralité ne signifie pas indifférence !

On ne peut pas être indifférents face aux violations de nos droits fondamentaux !

Aux côté de 40 autres Etats, la Suisse a déféré la situation en Ukraine à la Cour pénale internationale.

Et j'appelle désormais tous les Etats à coopérer avec la Cour. Face à des rapports faisant état de crimes de guerres, de violences sexuelles et d'autres violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme, nous ne pouvons pas rester les bras croisés.

Monsieur le Président,

La Suisse continue à soutenir l'Ukraine. En même temps, la Suisse n'oublie pas les victimes de tous les autres conflits du monde.

La Charte des Nations Unies, doit nous servir de boussole au-delà des frontières et de nos convictions. La Suisse se place du côté du droit international.

C'est une condition essentielle pour une paix durable – l'objectif auquel nous nous sommes engagés en tant que membres de ce Conseil de sécurité.

Merci pour votre attention.

Adresse für Rückfragen

Kommunikation EDA

Bundeshaus West

CH-3003 Bern

Tel. Medienstelle: +41 58 460 55 55

E-Mail: kommunikation@eda.admin.ch

Twitter: @EDA_DFAE

Herausgeber

Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

<https://www.eda.admin.ch/eda/de/home.html>

<https://www.admin.ch/content/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-93281.html>